

## Genève dévoile son ambitieux plan climat

Sur [Epaper.tdg.ch](http://Epaper.tdg.ch) le 3 juin 2021

Voir pièce-jointe

« Ne rien faire nous coûterait plus cher »

Si l'Exécutif s'est présenté au complet, c'est que le plan de bataille concerne tous les aspects de la vie de la société et, partant, tous les champs d'action de l'État. Même les finances.

L'argenitière Nathalie Fontanet a fait les comptes: « Ne rien faire aujourd'hui nous coûterait plus cher demain. » La facture genevoise d'un dérèglement climatique incontrôlé atteindrait 1,5 milliard de francs en 2050 et pourrait encore tripler à la fin du siècle. La réponse de l'État est de doubler ses investissements annuels dans la transition écologique, de 300 à 600 millions de francs par an.

Dans le coûteux secteur de la santé, l'affolement des thermomètres risque d'alourdir l'ardoise. Mauro Poggia liste les fléaux: vagues de chaleur, irruptions de maladies exotiques ou disparues Des menaces qui pourraient frapper plus durement les personnes les plus précaires. « On ne vit pas le réchauffement de la même façon quand on habite un immeuble urbain ou une villa, quand on travaille dans un bureau ou à l'extérieur, souligne Thierry Apothéloz. Pas de transition écologique sans justice sociale, c'est un slogan que le Conseil d'État fait sien. »

L'école « a un rôle moteur à jouer », ajoute sa patronne, Anne Emery-Torracinta, qui annonce un renforcement de l'enseignement sur les questions environnementales. Il s'agira aussi pour son département d'« anticiper les métiers de demain et les voies de formation qui y mèneront ».

« Des métiers disparaîtront, d'autres se créeront », enchaîne la nouvelle cheffe de l'Économie, Fabienne Fischer, dont les services planchent sur le thème de l'employabilité et qui entend « soutenir les entreprises pour qu'elles réduisent leur empreinte carbone ». Or, le monde économique se montre critique.

Dans une réaction diffusée mercredi, [la Chambre de commerce](#) déplore que le plan prenne en compte le trafic aérien ou les émissions indirectes, par exemple issues des importations. Elle craint des distorsions de concurrence et « une pression injustifiée sur certains secteurs économiques ». M.M.